Dépêche No. 1024 | 30 juillet 2025

Les Burkinabè insatisfaits de la gouvernance environnementale, demandent plus d'actions

Dépêche No. 1024 d'Afrobarometer | Augustin Loada

Résumé

Pays sahélien exposé aux multiples défis liés aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, le Burkina Faso s'est engagé à renforcer la protection de l'environnement. A travers ses plans nationaux de développement économique et social, il promeut une économie verte, sobre en carbone, résiliente et inclusive (Burkina Faso, 2021).

Pour concrétiser cet engagement, le gouvernement prévoit de mieux intégrer les enjeux environnementaux, climatiques et de durabilité dans la programmation de ses politiques publiques et leur budgétisation. Il s'agit aussi de réviser et d'appliquer plus rigoureusement les cadres juridiques existants (Burkina Faso, 2024). Ces efforts sont d'autant plus nécessaires que l'exploitation minière industrielle et artisanale, bien qu'importante pour l'économie nationale et les revenus locaux, entraîne des impacts environnementaux préoccupants.

Parmi les impacts majeurs figurent la déforestation et la dégradation des sols, conséquences de l'ouverture anarchique de sites miniers et du défrichement intensif des terres (Boureima, 2021). La pollution des ressources en eau est également préoccupante, en raison de l'utilisation de produits chimiques toxiques comme le mercure dans l'orpaillage et le cyanure dans les opérations industrielles, qui contaminent les rivières et les nappes phréatiques (Kaboré, 2023). A cela s'ajoute la pollution de l'air causée par la poussière, les fumées et les émanations de produits chimiques, exposant les populations riveraines à des risques accrus de maladies respiratoires (Bohbot, 2017). De nombreux sites artisanaux sont par ailleurs abandonnés sans réhabilitation, laissant des terres dégradées, des résidus toxiques et des dangers physiques pour les populations et le bétail (Sawadogo & Sawadogo, 2025). Enfin, la destruction des habitats naturels dans les zones d'exploitation met en péril la biodiversité locale, avec des conséquences durables sur les écosystèmes (Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2016).

La présente dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les expériences et les perceptions des Africains sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles.

Selon les résultats, la majorité des Burkinabè ont affirmé que la pollution est un problème grave dans leur communauté. La déforestation, la mauvaise gestion des déchets, la pollution des sources d'eau et l'assainissement insuffisant ont été classés en tête des problèmes environnementaux du pays par les répondants. Les sacs plastiques ont été largement perçus comme un fléau.

Face à ces défis, la majorité des répondants ont estimé que la responsabilité première de garder les communautés propres revient aux citoyens eux-mêmes, même si une part non négligeable renvoie cette mission aux autorités nationales ou locales. Toutefois, les attentes envers les autorités restent élevées. La majorité des citoyens ont désapprouvé les efforts du

Copyright ©Afrobarometer 2025

gouvernement en matière de protection de l'environnement et ont souhaité qu'il en fasse davantage.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles à l'échelle locale, les avis sont partagés. Seule la moitié des citoyens ont estimé que les bénéfices dépassent les impacts environnementaux. Moins de la moitié ont jugé que les citoyens sont réellement impliqués dans les décisions ou que les communautés profitent équitablement des revenus générés. Une nette majorité de Burkinabè ont appelé toutefois à renforcer la réglementation pour mieux encadrer cette exploitation.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

Dans le Round 9, l'équipe d'Afrobarometer au Burkina Faso, conduite par l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD), s'est entretenue avec 1.200 adultes burkinabè en septembre-octobre 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

- Plus de six Burkinabè sur 10 (62%) ont affirmé que la pollution dans leur communauté est « un peu grave » ou « très grave ».
- Pour les répondants, la déforestation (24%), suivie de l'élimination des déchets (21%), la pollution des sources d'eau (19%) et l'assainissement (18%), sont les quatre problèmes environnementaux les plus importants dans le pays.
- Huit citoyens sur 10 (81%) ont estimé que les sacs plastiques sont une source majeure de pollution au Burkina Faso.
- La majorité (57%) des Burkinabè ont affirmé que ce sont les citoyens ordinaires qui devraient avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder leur communauté propre. En revanche, un tiers ont déclaré que ce rôle incombe au gouvernement national (21%) ou local (12%).
- La majorité des citoyens ont désapprouvé la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement (59%) et ont estimé qu'il devrait faire « un peu plus » ou « beaucoup plus » qu'il ne fait actuellement (77%).
- En matière d'exploitation des ressources naturelles dans leur voisinage, seule une légère majorité (51%) des Burkinabè ont estimé que les avantages dépassent les coûts environnementaux. Moins de la moitié ont déclaré que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (43%) ou que les communautés locales reçoivent une juste part des revenus (41%). En revanche, une large majorité (77%) ont plaidé pour un renforcement des réglementations environnementales.

Copyright ©Afrobarometer 2025

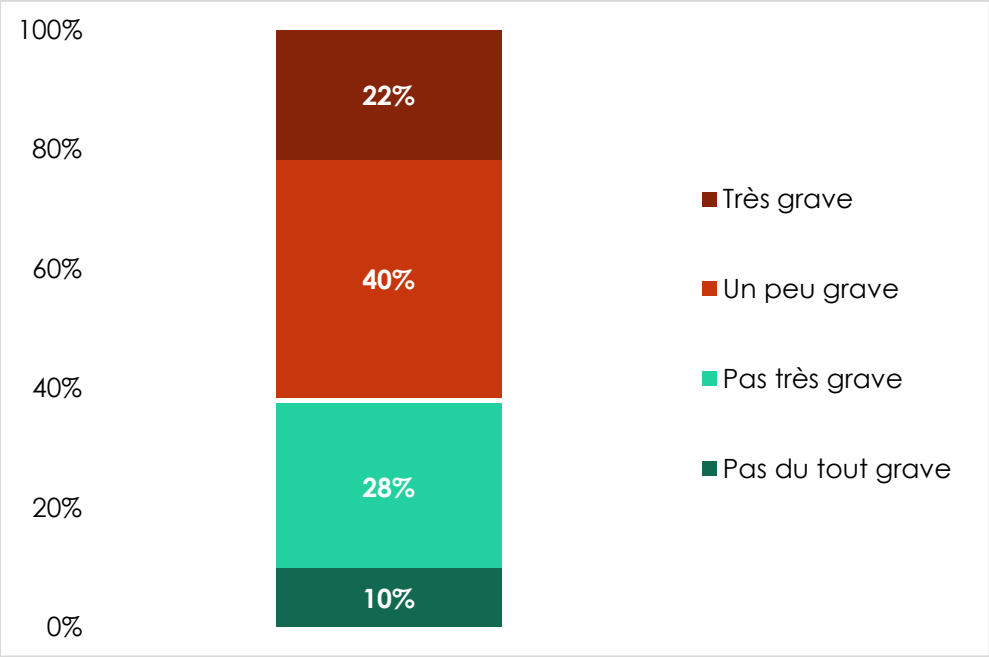
Pollution et gouvernance environnementale

Ampleur de la pollution

Tous les pays africains sont confrontés à divers défis d'ordre environnemental, au nombre desquels le problème de la pollution (Greenpeace, 2020). Sur ce plan, six Burkinabè sur 10 (62%) ont affirmé que la pollution dans leur communauté, telle que l'accumulation de déchets ou d'ordures ou l'altération à la qualité de l'air ou de l'eau constitue un problème « un peu grave » (40%), voire très grave (22%) (Figure 1).

Cette opinion a été plus partagée par les citadins (71%) et les non nantis (64%)[1] que les résidents des milieux ruraux (57%) et les riches (58%) (Figure 2).

Figure 1 : Ampleur de la pollution dans la communauté | Burkina Faso | 2022

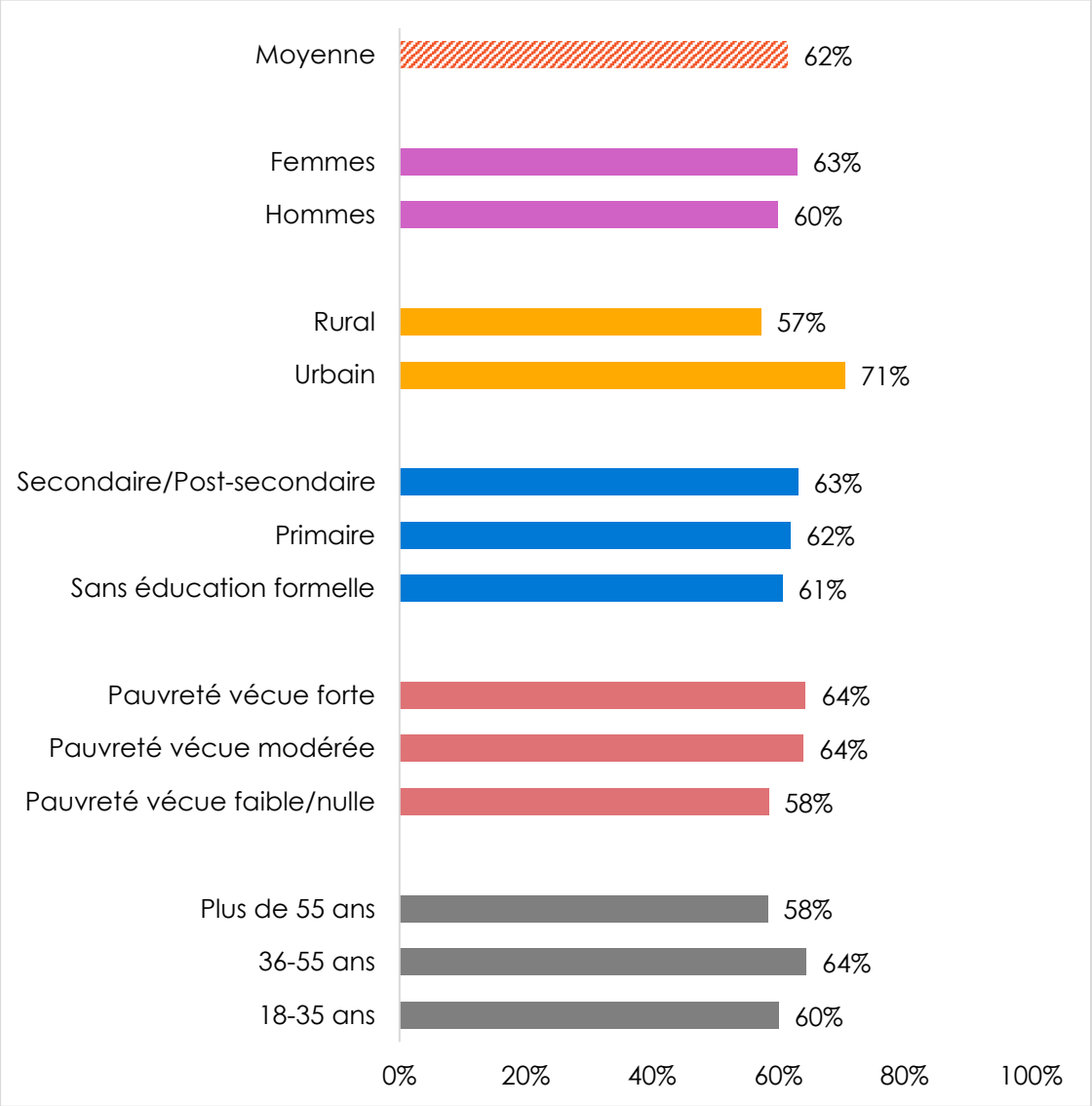


Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 2 : La pollution est un problème grave dans la communauté | par groupe démographique | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)*

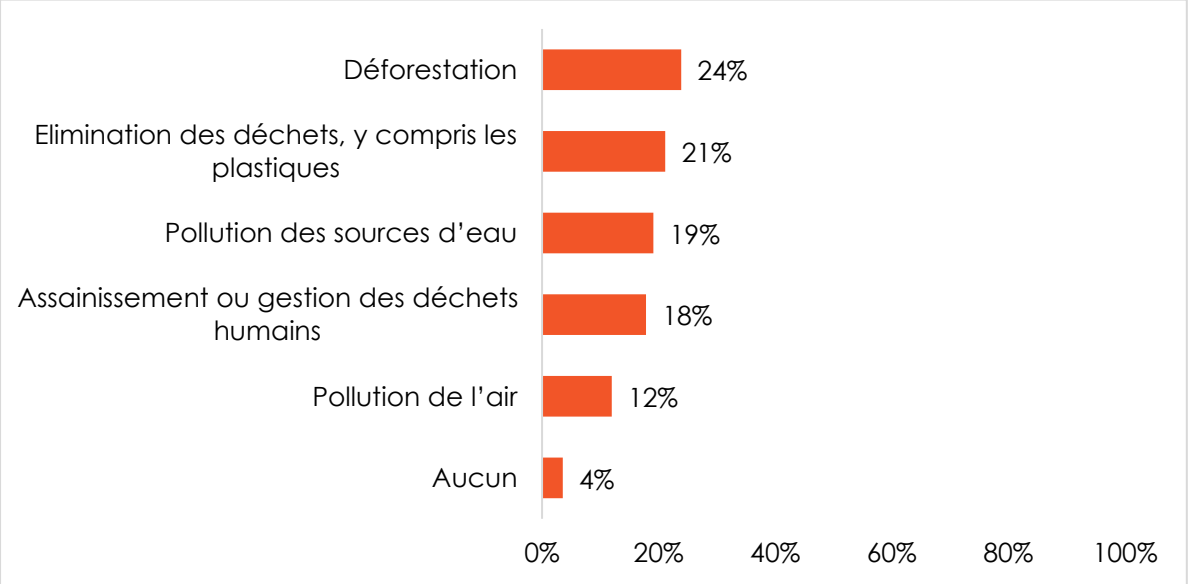
S'agissant en particulier des sacs en plastique, une forte majorité (81%)[2] de répondants ont été d'avis qu'ils constituent une source majeure de pollution au Burkina Faso (Figure 4).

Les sacs plastiques sont perçus comme une source majeure de pollution, en particulier par les citadins (89%), les personnes les plus instruites (88%) ainsi que les jeunes et adultes (81%-82%), plus fréquemment que par leurs homologues respectifs (Figure 5).

[2] En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies sur les figures (par exemple 32% « tout à fait d'accord » et 48% « d'accord » donne 81%).

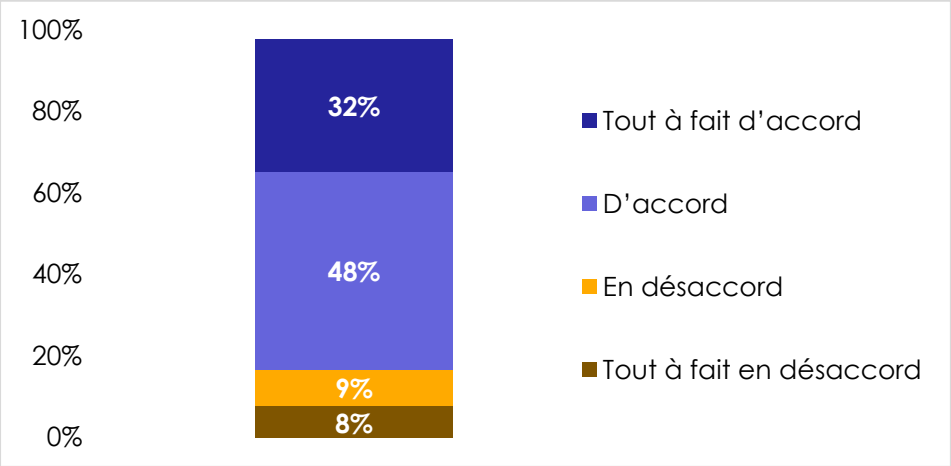
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 3 : Problème environnemental le plus important dans la communauté | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?*

Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution ? | Burkina Faso | 2022

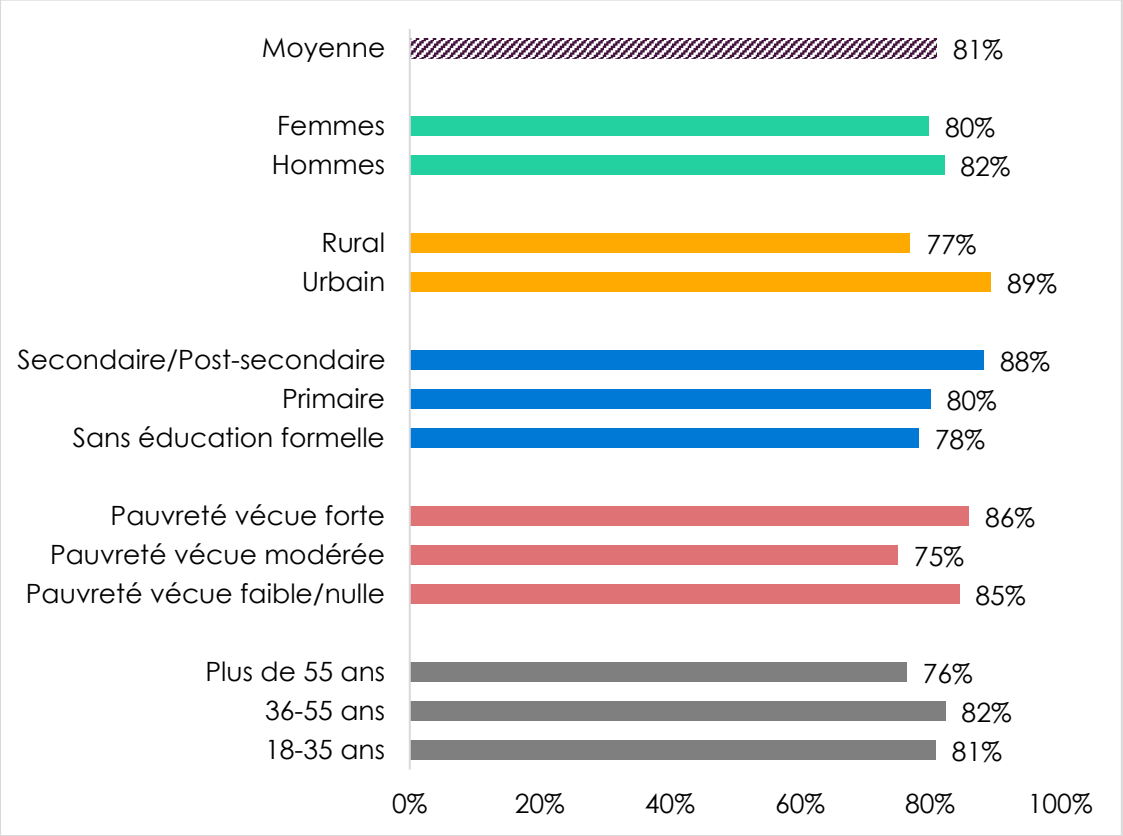


Question posée aux répondants : *Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays.*

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 5 : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution | par groupe démographique | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)*

Protection de l'environnement

La responsabilité de la protection de l'environnement n'incombe pas seulement aux pouvoirs publics, les citoyens ordinaires ayant en effet leur partition à jouer. La majorité (57%) des Burkinabè ont été d'avis que ce sont les citoyens ordinaires qui devraient avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder leur communauté propre (Figure 6). Un tiers des répondants ont estimé que ce rôle incombe au gouvernement national (21%) ou au gouvernement local (12%). Peu d'enquêtés ont pensé que cela incombe au commerce et à l'industrie (6%) ou aux leaders traditionnels (3%).

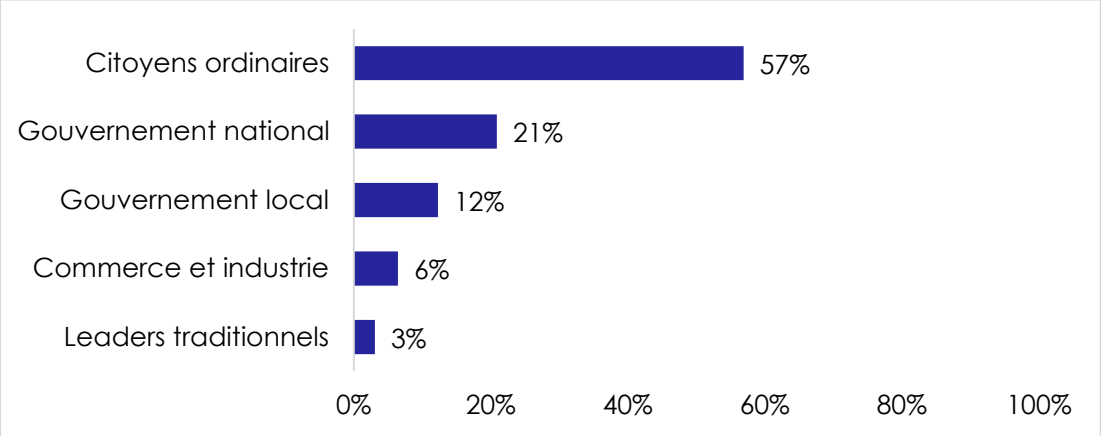
Quant au gouvernement, six Burkinabè sur 10 (59%) ont désapprouvé sa performance en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement, contre seulement 36% qui s'en disaient satisfaits (Figure 7).

L'insatisfaction à l'égard de cette performance gouvernementale était plus marquée chez les personnes les plus instruites (68%), les citadins (66%), les pauvres (66%) et les jeunes (63%) que chez leurs homologues respectifs.

Peu surprenant, une forte majorité de citoyens ont estimé que le gouvernement devrait faire « beaucoup plus » (58%) ou « un peu plus » (19%) qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement (Figure 8).

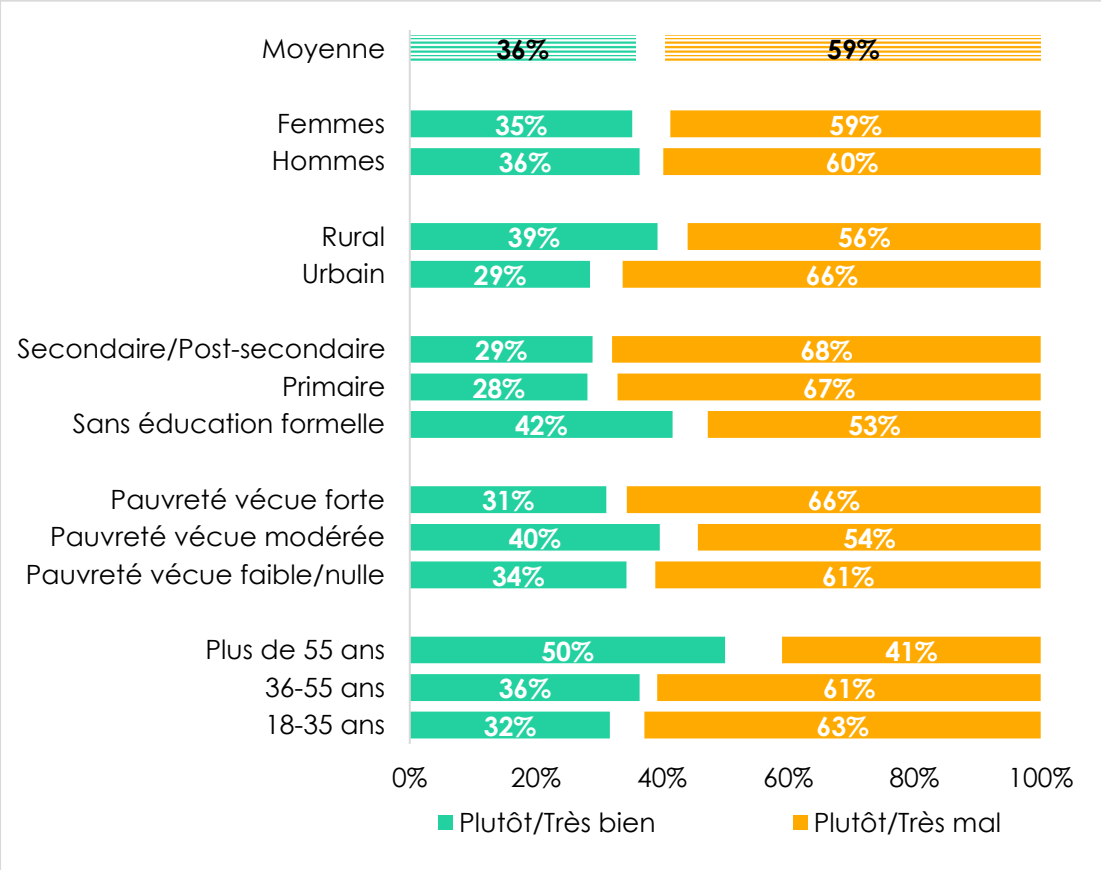
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 6 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution environnementale ? | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?*

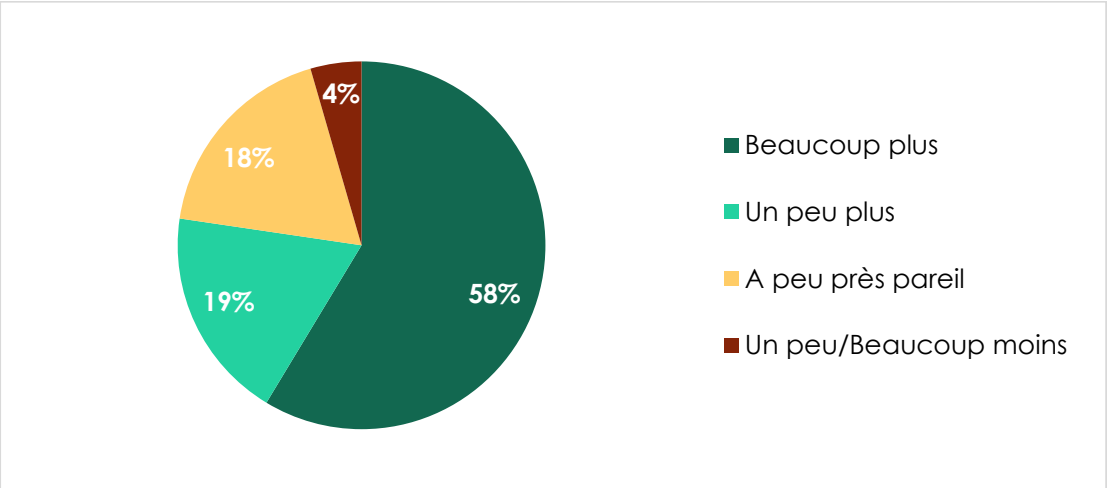
Figure 7 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et de protection de l'environnement | par groupe démographique | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 8 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ? | Burkina Faso | 2022

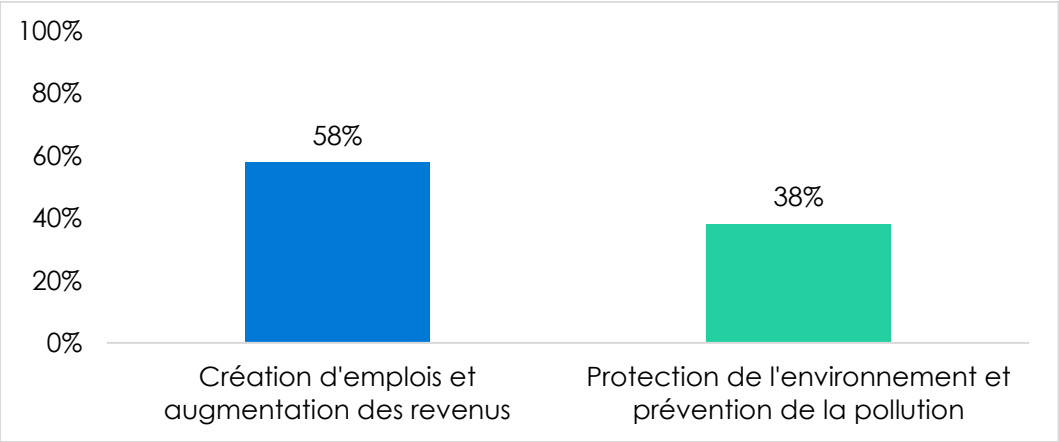


Question posée aux répondants : *A votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?*

Nonobstant l'importance que revêt la protection de l'environnement, presque six Burkinabè sur 10 (58%) ont estimé que le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux (Figure 9). A l'inverse, près de quatre citoyens sur 10 (38%) privilégient la protection de l'environnement, quitte à faire face à une baisse des opportunités d'emploi ou à d'autres perturbations dans leur vie quotidienne.

Le soutien à la création d'emplois était plus marqué chez les citadins (62%), les jeunes de 18 à 35 ans (61%), et les hommes (60%) que chez leurs homologues respectifs (Figure 10).

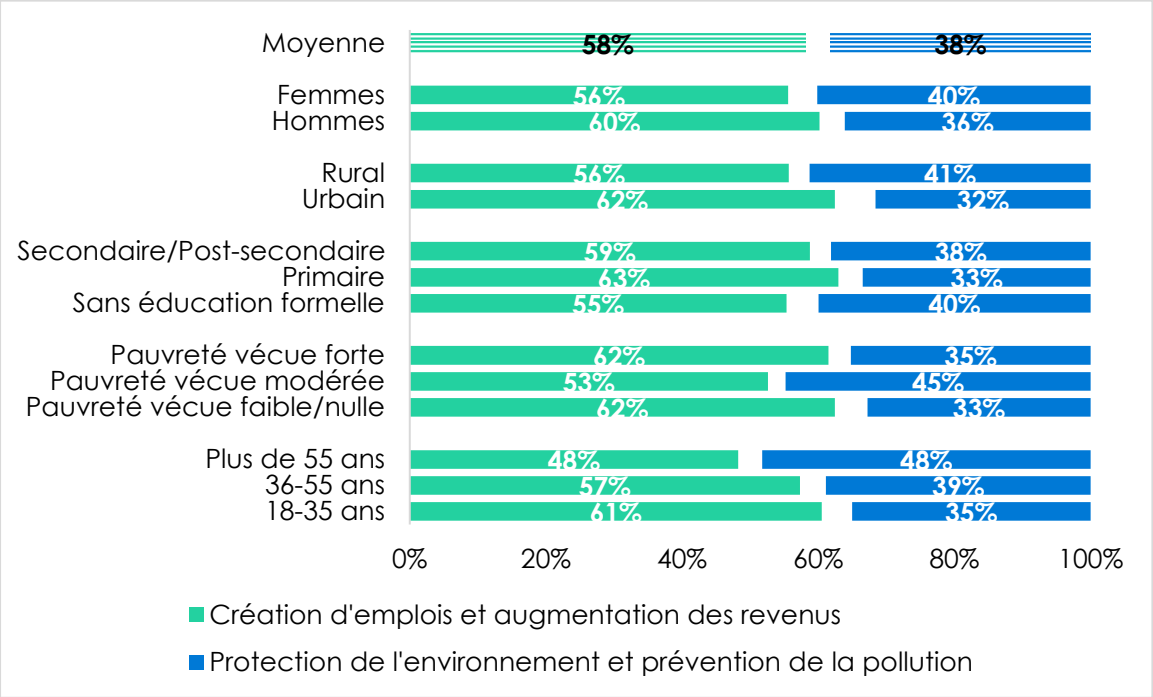
Figure 9 : Le gouvernement doit-il donner la priorité aux emplois ou à l'environnement ? | Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 10 : Priorité aux emplois ou à l'environnement ? | par groupe démographique
Burkina Faso | 2022



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

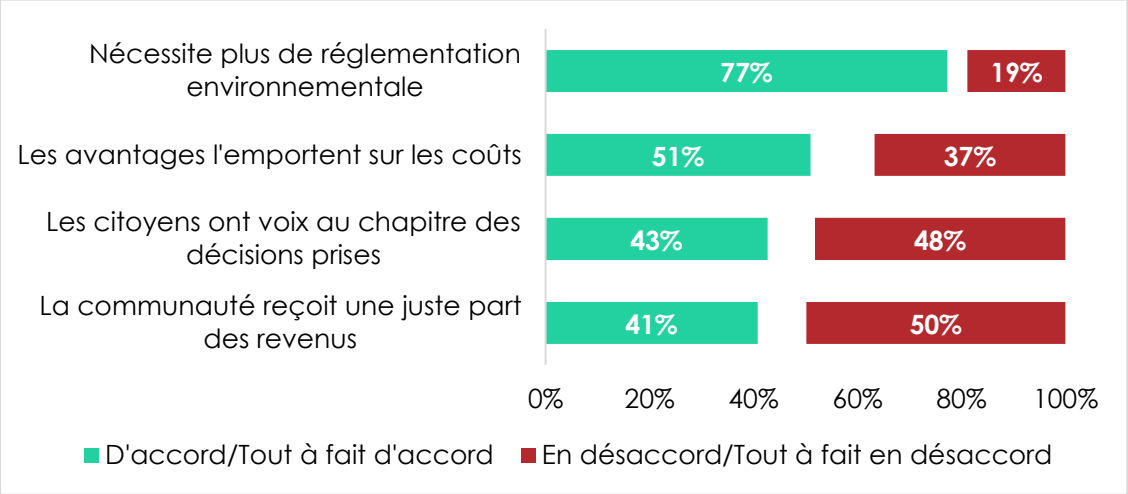
Extraction des ressources naturelles

Au Burkina Faso, les principales ressources minières sont l'or, le zinc, le cuivre, le manganèse, le phosphate et les calcaires. Des indices d'autres ressources comme le diamant, la bauxite, le nickel et le vanadium ont été répertoriés dans des formations géologiques diverses. Depuis 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation au Burkina Faso, qui s'est hissé au quatrième rang de producteur d'or en Afrique. De manière générale, la contribution du secteur extractif à l'économie nationale est significative. En effet, le secteur extractif représente 14,34% du produit intérieur brut du Burkina Faso, 19,25% des recettes de l'Etat, 79% de ses exportations et environ 2% des emplois du pays (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, 2023). Mais l'extraction des ressources minières peut également être une source de maladies et de pollutions, et de bien d'autres effets négatifs au niveau local (Drechsel, Engels, & Schäfer, 2018).

S'agissant de l'exploitation des ressources naturelles dans leur voisinage, les perceptions des Burkinabè étaient partagées. Seule une légère majorité (51%) des répondants ont estimé que les avantages dépassent les préjudices environnementaux. Moins de la moitié ont déclaré que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (43%) ou que les communautés locales reçoivent une juste part des revenus (41%). En revanche, une large majorité (77%) ont plaidé pour un renforcement des réglementations environnementales afin de mieux encadrer cette exploitation (Figure 11).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 11 : Extraction des ressources naturelles : Réglementation, coûts et avantages | Burkina Faso | 2022



Questions posées aux répondants : *L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :*

En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution.
Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.
Les Burkinabè ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés.
Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés.

Conclusion

La majorité des Burkinabè reconnaissent la gravité du problème de la pollution dans leur communauté. Dans le sondage d'Afrobarometer, ils ont souligné en particulier les problèmes de déforestation, d'élimination des déchets, et de pollution des sources d'eau. Face à la gravité de la situation, ils ont interpellé avant tout les citoyens ordinaires. Malgré leur conscience environnementale aigue, la majorité des Burkinabè ont préféré, en cas de conflit entre la protection de l'environnement et les emplois, que le gouvernement accorde la priorité à la création d'emplois et l'augmentation des revenus.

Par ailleurs, ils n'ont pas été satisfaits de la manière dont le gouvernement répond aux préoccupations relatives à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement, et ont suggéré plus d'actions gouvernementales en la matière.

En ce qui concerne l'extraction des ressources naturelles, une légère majorité des Burkinabè ont été d'avis qu'en général, les avantages pour les communautés locales l'emportent sur les coûts. Moins de la moitié ont affirmé que la répartition des revenus tirés de l'extraction des ressources naturelles au profit des communautés locales est équitable, et que les Burkinabè ordinaires sont impliqués dans les décisions prises. Toutefois, ils suggèrent, à l'endroit des autorités publiques, une réglementation plus étroite des activités d'extraction afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Références

Bohbot, J. (2017). L'orpaillage au Burkina Faso : Une aubaine économique pour les populations, aux conséquences sociales et environnementales mal maîtrisées. *EchoGéo, 42*.

Boureima, S. (2021). L'impact de la dégradation du sol sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Document de Politique Générale No. 751 du American Endurance Ride Conference.

Burkina Faso. (2021). Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II).

Burkina Faso. (2024). Vision 2050 de développement à faible émission de carbone et résilient au climat du Burkina Faso.

Drechsel, F., Engels, B., & Schäfer, M. (2018). « Les mines nous rendent pauvres » : L'exploitation minière industrielle au Burkina Faso. Rapport pays GLOCON No. 2, Freie Universität Berlin.

Greenpeace. (2020). Pollution de l'air en Afrique : Les principaux coupables démasqués.

Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. (2023). Rapport ITIE 2021.

Kaboré, E. (2023). Mining in Burkina Faso: Polluting water resources with impunity! Minesactu.info. 27 décembre.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Programme des Nations Unies pour l'Environnement. (2016). L'état de la biodiversité en Afrique - Examen à mi-parcours des progrès réalisés vers l'attente des objectifs d'Aichi.

Sawadogo, E., & Sawadogo, K. (2025). Orpaillage filonien et facteurs d'ancrage territorial au Burkina Faso : Le cas de la commune de Kampti. *EchoGéo, 71*.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Augustin Loada est le coordonnateur général de l'enquête d'Afrobarometer au Burkina Faso. Email : aloada@hotmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

Dépêche No. 1024 d'Afrobarometer | 30 juillet 2025

Copyright ©Afrobarometer 2025